

Fwd:Drusch. D'aide juridique Ziablitsev S - dossier №2200853 du TA de Paris - demande d'aide juridique du 02.02.2022

Сергей Зяблицевbormentalsv@yandex.com

25 февраля в 22:43

baj.conseil-etat@conseil-etat.fr

Язык письма — французский. Перевести на русский?

Перевести

BAJ CE 02.02.22.JPG

Au BAJ du CE

J'ai déjà déposé une requête en cassation contre l'ordonnance n ° 2200853 du TA de Paris. Je demande de désigner comme avocat **SCP Melka-Prigent-Drusch** selon la réponse de ce cabinet.

Я ранее направлял заявление о назначении адвоката для кассации против решения № 2200853 суда Парижа. Я прошу назначить в качестве адвоката **CP Melka-Prigent-Drusch** согласно ответу этого кабинета.

Cordialement M. Ziablitsev
le 25.02.2022

----- Пересылаемое сообщение -----

25.02.2022, 20:36, "SCP MELKA PRIGENT DRUSCH" <cabinet@mpd-avocats.com>:

Cher Monsieur,

Le plus simple est que vous formiez une demande d'aide juridictionnelle, dans laquelle vous pouvez effectivement indiquer que nous acceptons d'être désignés en cas d'obtention de cette aide.

Bien à vous,

SCP Melka-Prigent-Drusch

Avocat au Conseil d'État
et à la Cour de cassation

cabinet@mpd-avocats.com

T. +33 (0)1 83 91 49 58

127, rue de Longchamp – 75116 Paris

www.melka-prigent-drusch.com

De : Сергей Зяблицев <bormentalsv@yandex.com>

Envoyé : jeudi 24 février 2022 14:09

À : SCP MELKA PRIGENT DRUSCH <cabinet@mpd-avocats.com>

Objet : Fwd: Drusch. D'aide juridique Ziablitsev S.

Cher avocat

Peut-être pourriez-vous représenter mes intérêts au conseil d'état pour soutenir ma cassation? J'ai demandé une aide juridique et, si vous y consentez, je pourrais vous indiquer comme avocat.
Mes documents sont joints.

Cordialement M. Ziablitsev
le 24.02.2022

Может быть вы смогли бы представлять мои интересы в гос совете для поддержки моей кассации? Я подал запрос на юридическую помощь и в случае вашего согласия мог бы указать вас в качестве адвоката.

----- Пересылаемое сообщение -----

24.02.2022, 09:59, "SCP MELKA PRIGENT DRUSCH" <cabinet@mpd-avocats.com>:

Cher Monsieur,

Nous vous remercions pour votre message, mais notre cabinet n'intervient pas devant le tribunal administratif dans ce genre de litiges.

Nous vous invitons donc à prendre contact avec d'autres avocats pour votre affaire.

Bien à vous,

SCP Melka-Prigent-Drusch

Avocat au Conseil d'État
et à la Cour de cassation

cabinet@mpd-avocats.com

T. +33 (0)1 83 91 49 58

127, rue de Longchamp – 75116 Paris

www.melka-prigent-drusch.com

De : Admin <bormentalsv@yandex.ru>

Envoyé : mercredi 23 février 2022 03:10

À : SCP MELKA PRIGENT DRUSCH <cabinet@mpd-avocats.com>

Objet : Drusch. D'aide juridique Ziablitsev S.

Bonjour, Maître

1. Je suis demandeur d'asile en France depuis 2018. Le ministre de l'intérieur m'a expulsé vers la prison de la Russie le 20.12.2021 en violation des articles 32, 33 de la Convention de Genève sur le statut des réfugiés.

Je viens de déposer une requête pour l'excès de pouvoir devant le TA de Paris avec l'aide d'une Association non gouvernementale, mais j'ai besoin de l'aide d'un avocat. Je suis prêt à aider à la préparation des documents, des preuves, afin de réduire au maximum votre charge de travail.

Requête contre l'excès de pouvoir <https://u.to/K-T9Gw>
Annexes 1-13 <https://u.to/VPT9Gw>
Annexes 14-20 <https://u.to/W-T9Gw>
Annexe 21 <https://u.to/ZvT9Gw>

Mon objectif: rétablir la légalité, revenir en France dans le cadre de la procédure d'asile qui continue devant la CNDA, après quoi je veux mettre fin à la demande d'asile en France en tant que pays dangereux compte tenu de mes activités dans le domaine des droits de l'homme et demander l'asile dans un autre pays.

2. J'aimerais aussi porter une demande d'indemnisation contre l'OFII pour expulsion forcée d'un logement et privation de prestations en avril 2019, depuis que j'ai vécu en France sans moyens de subsistance et sans logement. J'ai essayé à plusieurs reprises de défendre mes droits devant les tribunaux, mais j'ai fait face à un déni de justice flagrant. Ni les tribunaux ni le bureau d'aide juridique ne m'ont nommé d'avocat. Sans avocat, il est impossible d'avoir accès à un tribunal en France. J'ai déposé une demande préalable auprès de l'OFII par lettre recommandée le 7.12.2021. Je suis prêt à préparer le texte de la demande d'indemnisation pour son ajustement par vous ou pour la signature, si tout vous convient.

En février 2022, le Comité des droits économiques de l'ONU examinera ma plainte du janvier 2020 contre la France concernant mon expulsion du logement, la privation de prestations
<http://www.controle-public.com/fr/CESCD>

Je vous serais reconnaissant si vous preniez soin de mon cas et que vous acceptiez de vous désigner comme avocat dans le formulaire d'aide juridique.

Dans l'attente, je vous prie de croire, cher Maître, à l'assurance de mes sentiments distingués.

M. Ziablitsev S.
un demandeur d'asile de la Russie, 23.02.2022.

----- Конец пересылаемого сообщения -----

----- Конец пересылаемого сообщения -----